



L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Mardi 4 avril 2023

Encore et toujours : luttons jusqu'au retrait !

Samedi dernier, c'est la petite ville de Vire (Calvados, 12 000 habitants), là où Borne s'est fait élire députée, qui attirait tous les médias. 535 gendarmes ont eu beau en faire une forteresse où personne ne pouvait entrer sans être contrôlé plusieurs fois, et dissuader les habitants de défiler en attisant la crainte des « casseurs », dix fois plus de manifestants ont à nouveau exigé le retrait de la loi de démolition des retraites !

L'arbre des retraites cache une forêt de colères...

À Vire comme partout en France, la colère contre Macron, président des riches, s'est approfondie durant la semaine écoulée. Les grèves reconductibles, les manifestations et piquets de blocage ont à nouveau rythmé l'actualité. L'âge du départ à la retraite reste la préoccupation centrale de ceux et celles qui s'expriment. Mais on ne se limite plus à refuser les 64 ans : le retour aux 60 ans est plébiscité, par les salariés du public comme du privé.

Depuis que la jeunesse déferle à son tour dans les rues, le lien est fait entre les retraites de misère et la précarité que subissent bon nombre d'étudiants et de jeunes travailleurs : « de cette société-là, on n'en veut pas ! » Et les salaires de misère, il y en a marre ! C'est en appelant à lutter pour leur augmentation que les syndicats ont conclu la manifestation de Vire samedi dernier. La hausse des prix frappe en effet bien plus fort les produits alimentaires de base que tout le reste. Ce sont encore une fois les classes populaires qui en supportent les conséquences !

... que bâtons et lacrymos ne suffisent plus à mater

Le gouvernement espère nous dégoûter des manifs en les saturant de gaz lacrymogènes. Il espère nous diviser en mettant en scène les affrontements entre soi-disant « bons flics » et « méchants casseurs ».

Succès limité : si parmi nous certains hésitent davantage à descendre dans la rue, c'est par crainte de la police, pas des autres manifestants. Et après le déferlement de violences policières à Sainte-Soline (Deux-Sèvres) lors de la manifestation contre les méga-bassines, des dizaines de rassemblements ont eu lieu en soutien au mouvement. Les Soulèvements de la terre menacé de dissolution par le pouvoir.

Main tendue ? Poursuite du bras-de-fer !

Macron est complètement cramé dans l'opinion. Son dernier discours l'a prouvé, au point qu'on pourrait presque souhaiter qu'il reparle bientôt ! Et c'est Borne qui se fend d'une « main tendue » à l'intersyndicale. Celle-ci l'a aussitôt acceptée. Mais à la base, on s'interroge et même on se méfie. Nous sommes en phase avec cette déléguée au congrès de la CGT qui s'est faite notre porte-parole en interpellant le secrétaire général sortant : « Camarade Philippe Martinez, qui t'a donné mandat pour parler de médiation alors que les travailleurs sont dans la rue ? »

Borne affirme ne rien vouloir lâcher sur les retraites, alors que discuter ? Cela devrait être aux grévistes, aux manifestants, aux participants aux blocages, à nous toutes et tous qui continuons à contester sa politique de décider. Démocratiquement. Quant à la pause dont le chef de la CFDT, Laurent Berger, avait parlé, cela voudrait dire quoi ? Mettre notre mouvement en pause ? Pas question ! Cela reviendrait à desserrer l'étau dans lequel le pouvoir est pris, alors que nous sommes en train de le contraindre à capituler.

L'heure n'est pas à la relâche. Bien au contraire ! L'intersyndicale a décidé d'une prochaine date de mobilisation jeudi 6 avril. Il faudra descendre à nouveau massivement dans les rues, en grève : ce sera notre réponse à la prétendue « main tendue » de Borne, en fait à son obstination à casser les retraites. D'ici là, il faut poursuivre les grèves reconductibles, les blocages, les assemblées générales de toutes sortes, afin de maintenir l'ébullition sociale. Chaque jour qui passe dans cette atmosphère voit le gouvernement perdre un peu plus le bras-de-fer. Nous pouvons river définitivement le cercueil de sa « réforme » !

Le travail, c'est pas la santé...

Un lien établi entre cancer du sein et travail de nuit :

Le cancer du sein d'une ancienne infirmière a été reconnu comme maladie professionnelle. De nombreuses études « montrent un risque de cancer du sein accru quand on travaille de nuit ». Selon une étude polonaise, le risque est multiplié par 2,6 si une femme a travaillé de nuit au moins 6 mois dans l'année. Ce risque est multiplié par 3 si on travaille au moins 3 nuits de suite par semaine. Ce surrisque apparaîtrait au bout de dix ans de travail de nuit.

En 12 heures :

Quant au travail en 12 heures, l'Institut National de la Recherche et de la Sécurité constatait que ces horaires entraînaient : prise de poids, augmentation des erreurs, des accidents de travail ou sur le trajet, des conduites addictives, des TMS et pathologies dorsales, des troubles cardio-vasculaires, troubles de la grossesse, etc.

La direction de l'hôpital est friande de ces horaires à rallonge. Elle veut les imposer de plus en plus. Selon l'École des Hautes Études en Santé Publique, l'organisation en 12 heures à l'hôpital permet de réduire les effectifs de 3,5% par rapport à un planning entre 7 h 30 ou 10 heures.



Imposer l'embauche du personnel, c'est aussi protéger notre santé.

Une évidence bonne à rappeler

La direction de l'AP-HP nous a fait beaucoup de beaux discours et d'écrits sur la sécurisation optimale de son système informatique Orbis. On apprend qu'à l'HAD, qui dépend de l'AP-HP, une faille informatique pouvait permettre : « que les droits d'écritures soient ouverts à tous ! » sur le logiciel du service...

Plus de personnels qualifiés et de moyens en informatique : c'est plus de sécurité assurée !

Augmenter nos salaires ...

Tandis que l'indice global des salaires a progressé de 10,8% entre juin 2017 et septembre 2022, celui des métiers de la santé n'a augmenté que de 9,8%. Un écart

qui s'est creusé surtout entre mars et septembre 2022 où de nombreux salariés du privé ont bénéficié d'augmentations de salaires pour compenser les hausses de prix. C'est ce qu'a conclu une étude pour expliquer que, dans la santé, personne ne court pour se faire embaucher...

Nous avons tous un projet....

Ce mois-ci, certains ont eu la surprise de voir, sur leurs paies, une prime de 200 à 500 euros supplémentaires : une prime pour « récompenser » les services qui ont répondu à un appel à projets. Notre projet à nous : que tout le monde touche cette somme en plus chaque mois ! Car c'est une nécessité par rapport à l'augmentation des prix générale.

La marche à suivre...

Le gouvernement a fait de la lutte contre l'intérim médical des médecins, son cheval de bataille. A partir du 03 avril, les médecins intérimaires ne pourront pas être payés au dessus d'un certain plafond de rémunération.

Certains hôpitaux craignent de devoir fermer leurs services sans ces médecins intérimaires qui menacent de ne plus assurer leurs services. Devant cette menace, le gouvernement a décidé d'augmenter leur salaire de 20 % !

La menace de grève ou la grève tout court, rien de tel pour faire augmenter nos salaires... Voilà un exemple dont on doit s'inspirer

Un même combat !

Le 28 avril, ce sera la journée des Internes. Une journée de protestation pour revendiquer la mise en place d'un décompte du travail fiable et objectif (au CHU de Bordeaux, les astreintes chirurgicales le samedi après midi ne seraient ni rémunérées, ni comptabilisées) et l'augmentation des salaires : le salaire en 1ère année d'internat est inférieur au SMIC horaire !

Revendiquer l'augmentation des salaires, une nécessité pour les Internes comme pour le reste du personnel : tous ensemble !

En psychiatrie comme ailleurs

L'hôpital psychiatrique de Caen va fermer 28 lits. A l'hôpital de Montauban, selon la CGT, la direction envisagerait de fermer une trentaine de lits en psychiatrie. A l'hôpital de Bicêtre, une aile entière de psychiatrie est fermée depuis plus d'un an... Tout cela c'est la conséquence des politiques gouvernementales !